NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
L'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Centre hospitalier
Saint-Denis

Lundi 13 juin 2022

Pour contrer Macron, il faudra bien plus qu'une simple baffe électorale !

Cela devait n'être qu'une formalité, patatras : la machine électorale de Macron s'enraye ! Le président nouvellement élu risque fort de ne pas avoir une majorité assurée à l'Assemblée nationale. L'écart entre la coalition présidentielle (« Ensemble ») et celle de la gauche (Nupes) a l'épaisseur d'un trait : près de 20 000 voix. Une baffe tout de même pour ce président qui s'était fait une fierté de choisir chacun des 577 candidats : voir, par exemple, un Blanquer l'ancien ministre de l'Éducation haï des profs et des élèves, pleurnicher, cela fait du bien ! Et l'on se réjouit aussi de voir Zemmour la haine disparaître des plateaux électoraux. Mais ensuite, au-delà du cirque électoral ?

Une crise sociale, et une colère silencieuse

On comprend bien sûr les électeurs qui ont voulu sanctionner la présidence des riches au premier et bientôt au second tour. Mais les gestes électoraux ne sont que de simples gestes, même s'ils sont de gauche.

L'abstention populaire reste la première forme de protestation politique face à la misère croissante : un silence, une colère rentrée bien plus qu'une indifférence aux problèmes sociaux. Car il y a un paradoxe : la gauche gouvernementale revient en force au moment où les milieux populaires s'abstiennent pour une large part et que la question sociale devient omniprésente.

Macron, lui, parraine les candidats de la petite minorité des riches, des guerres, de la pollution, du fric. Et Le Pen ? Eh bien, dès qu'on parle des vrais problèmes, pour ce qui est des réponses, elle est aux abonnés absents. C'est bien normal : on ne résout pas les problèmes de l'inflation, de la pauvreté, du chômage, des hôpitaux, des pensions des anciens avec du racisme.

La gauche est-elle une solution ?

La Nupes présentait un programme se disant de gauche et était parfois représentée par des personnes dans lesquelles nous nous reconnaissons. Comme ce boulanger qui a fait une grève de la faim pour garder son apprenti qui n'avait pas les bons papiers ou cette femme de ménage qui a mené une longue grève victorieuse contre une chaîne d'hôtels.

Bien des électeurs, par ailleurs sans illusions sur les promesses de la Nupes, ont surtout cherché à bloquer Macron et repousser la réforme des retraites. Sauf que Mélenchon et les appareils de cette gauche dite écologiste mais mal recyclée défendent la cohabitation gouvernementale avec le président des riches. Une façon de défendre la cohabitation des riches et des pauvres, des responsables de la misère sociale et de leurs victimes. Le même Mélenchon vantait il n'y a pas longtemps le vote qui « éviterait des kilomètres de manifestations ». Et, en pleine guerre en Ukraine et de saccage colonial en Afrique, il assure qu'avec lui Premier ministre, « La France parlerait d'une seule voix », s'alignant par avance sur celle de Macron. On croirait… la gauche bien moisie du passé.

La semaine du doute et un avenir de luttes

La machine Macron est grippée. Le président n'est même pas capable de répondre à une lycéenne qui lui demande « Pourquoi garder au gouvernement des ministres accusés de viol ? » – mais sait lui envoyer deux gendarmes dans son lycée pour l'interroger ! Même la gestion d'une finale de la Ligue des champions est difficile pour cette équipe de fiers-à-bras pour qui solution rime avec répression.

Mais cette machine politicienne, même avec une majorité relative, poursuivra sa cruelle besogne. Certains voudront bloquer en votant contre Macron. On peut les comprendre, mais c'est loin d'être à la hauteur de la régression sociale qui se prépare ouvertement. Pour cela il faudra aller au-delà des combines parlementaires. Il s'agira d'abord de casser la morosité sur les lieux de travail, d'appuyer plutôt les colères, de se mettre à distance des solutions individuelles, en recréant la solidarité à la base. C'est ensuite, quels que soient leurs petits arrangements gouvernementaux, refuser de payer la note de leur crise. Il faut passer de l'illusoire blocage électoral au véritable blocage social par la lutte, pour se faire respecter, pour imposer la justice sociale, faire reculer les riches et en finir avec leur monde qui ne cesse de pourrir.

Ça chauffe ! Et pas de régul' ?!

Cela fait des semaines que des alertes de toute part remontent aux ARS et au gouvernement sur la problématique de l'été. Pour exemple, les collègues de maternité remontaient ne pas avoir assez de places sur tout le 93 pour l'ensemble des accouchements programmés... Et aucune régulation régionale n'est encore mise en place ! À peine la nouvelle ministre de la Santé discourt-elle sur un pilotage territorial... Heureusement qu'elle est là !

Jeu du planning à trous ! LOST

On est nombreux à le connaître ce jeu. En EHPAD, la défaite est quasi quotidienne depuis plusieurs semaines, au point de se retrouver à plusieurs reprises avec une seule aide-soignante pour 30 résidents...

La direction a des difficultés à recruter des aides-soignantes ? Pourquoi les collègues à ce grade doivent donc faire jusqu'à deux ans de cumul de CDD avant de pouvoir espérer un contrat pérenne ?

Quand Martin Hirsch s'en prend aux « intérimaires mercenaires »

« Il y en a beaucoup qui utilisent cette drogue douce de l'intérim, qui nous met dans une situation absolument terrible ». Martin Hisrch est allé jusqu'à taxer ces collègues de « mercenaires ».

Voilà des boucs émissaires tout trouvés pour celui qui dirige l'AP-HP depuis bientôt dix ans ! Pénurie d'infirmières à l'AP-HP (il en manque officiellement 1 400), 41% de la masse salariale médicale de l'AP-HP qui est contractuelle, une moyenne de 15% de lits fermés, des salaires qui n'attirent plus personne, le véritable responsable n'est pourtant pas difficile à trouver.

Politique de la pénurie

Si au gouvernement comme dans les services hospitaliers, on s'entête à répéter qu'il est impossible de recruter dans les hôpitaux – l'heure serait à la démission et au manque de candidats –, la réalité est que leur politique est de ne pas embaucher et de ne pas résoudre le déficit de personnel hospitalier. Une preuve parmi d'autres ? Alors que le Collectif inter-hôpitaux recensait, ne serait-ce qu'au niveau infirmier, un besoin de recruter 100 000 personnes pour combler la pénurie actuelle, seuls 30 000 jeunes sont entrés en première année d'Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) en 2022 (sur près de 680 000 candidatures).

Mesurettes de Bourguignon

« Le bateau coule et Madame Bourguignon (ministre de la Santé) nous fournit un verre pour écoper », a dénoncé le Syndicat national des professionnels infirmiers.

La ministre a annoncé plusieurs mesures dont la possibilité d'exercer dès l'été pour les élèves infirmiers et aides-soignants dont la formation s'achève en juin ou juillet, une facilitation du cumul emploi-retraite, et le doublement de la rémunération des heures supplémentaires. Une soufflette et hop on a plus mal ? Et après ?

Le spectacle d'illusion continue : « mission flash »

Face à la crise continue, Macron nomme une énième « mission flash ». C'est-à-dire que l'on ne voit rien ?

Pour les travailleurs de la santé, cela fait des années que leurs conditions de travail empirent, conséquence directe de la politique d'austérité des différents gouvernements.

Pour voir enfin le bout du tunnel, nous devons nous mobiliser pour bien plus qu'un « flash » et être l'étincelle qui mette le feu aux poudres.

Plan d'urgence pour la santé !

Le 31 mai au CHU de Cherbourg, Macron annonçait qu'il allait falloir « gérer la pénurie » pendant encore au moins dix ans. De quoi montrer que l'effondrement de l'hôpital public est bien une politique consciente et assumée. De quoi nous montrer qu'il va falloir se battre et être nous aussi conscients et organisés.

Aujourd'hui, 120 services d'urgence sont menacés de fermeture temporaire. 120 000 lits ont été fermés par les gouvernements de droite comme de gauche entre 1993 et 2022. En 2019 déjà, c'étaient 30% des nouveaux diplômés qui abandonnaient la profession dans les cinq ans (souvent dès les premières semaines de stage).

À quand une réelle augmentation générale des salaires, une vraie politique d'accès à la formation financée, etc. ?

Grève des salariés du nettoyage : il n'y a que la lutte qui PEI !

Après un mois de grève, les salariés de PEI, un sous-traitant de Renault au Technocentre de Guyancourt (78) ont fini par faire plier les patrons. Mobilisés contre le chômage partiel imposé et des suppressions de postes arbitraires, les quelques 80 grévistes (sur 120 salariés) ont tenu bon face aux pressions de leur direction, de Renault, des flics et des petits chefs violents.

Et leur détermination a payé. Au bout de la cinquième semaine de grève, ils ont obtenu satisfaction : la fin du chômage partiel, un plan de départ volontaire avec des indemnités supra-légales pour celles et ceux qui voulaient partir en retraite… et le paiement des jours de grève !